



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE
L'ENVIRONNEMENT DE BOURGOGNE

Mâcon, le 25 avril 2008

Groupe de Subdivisions de Saône-et-Loire
206 rue Lavoisier
BP 72031
71020 MACON CEDEX 9

Affaire suivie par : Christian SAINT-MAURICE
Téléphone : 03 85 34 66 23
Télécopie : 03 85 29 02 42
Mél : christian.saint-maurice@industrie.gouv.fr
CSM/DR/250408/0090

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter – Régularisation administrative –
SOLOVER à Champforgeuil

Réf : demande en date du 11 janvier 2007

<p><i>RAPPORT au CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES</i></p>
--

I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

La société SOLOVER est spécialisée dans la récupération, la collecte et le traitement du verre ménager et industriel. Elle dispose de plusieurs plates-formes de stockage et de 3 centres de traitement.

Le site de Champforgeuil a été créé en 1981 en raison de la proximité des verreries de Chalon sur Saône. Les départements concernés par la collecte sont l'Ain, la Côte d'or, le Doubs, le Jura, la Nièvre, la Haute-Saône, l'Yonne et la Saône et Loire.

Le site ne traite que le verre d'emballage, le verre industriel (verre plat, double vitrage, verre feuilleté etc..) est cependant stocké sur site pour être acheminé vers l'installation de Saint-Romain du Puy (42).

Quinze personnes sont employées sur le site et la surface occupée par les installations est d'environ 1,2 ha.

Le traitement du verre comprend diverses opérations de tris (tris mécaniques par cribles et trommels, tris magnétiques par aimants et par machines à courant de Foucault, tris optiques, tris manuels) et un broyage.

Ces opérations conduisent à un produit communément appelé calcin ou groisil, stocké temporairement sur le site avant d'être acheminé vers les verreries de Chalon sur Saône où il est refondu.

Le chiffre d'affaire de la société SOLOVER est d'environ 10 millions d'euros.

Les installations exploitées par la SA SOLOVER relèvent de la nomenclature des Installations classées selon le tableau constituant l'article 1.2.1 du projet d'arrêté joint au présent rapport.

Les horaires d'ouverture du site (réception du verre et enlèvement du calcin) sont de 8h00 à 11h30 et de 14h00 à 17h30 du lundi au vendredi. La production est réalisée de 22h à 12h (pas de production l'après-midi).

Le procédé n'utilise pas d'eau à l'exception de l'eau nécessaire au lavage des camions et de l'eau pulvérisée pour abattre les poussières. Les impacts principaux sont donc constitués par les émissions de poussières et par le bruit des installations.

Pour limiter ces impacts, l'exploitant dispose d'équipements insonorisés, la vitesse des véhicules au sein de l'établissement est limitée à 30 km/h. Enfin, les installations susceptibles d'être à l'origine d'envols ou d'émissions de poussières sont capotées et un dispositif de pulvérisation d'eau est installé afin d'abattre les poussières.

II – La tierce expertise

sans objet

III - La consultation et l'enquête publique

1. Les avis des services

La direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Saône et Loire par courrier du 27 septembre 2007 a émis l'avis suivant :

" cette unité n'utilisant pas d'eau de process et les eaux pluviales ayant transité par un déshuileur débourbeur, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le dossier n'appelle pas d'observation particulière de ma part".

La direction départementale des affaires sanitaires et sociales par courrier du 14 novembre 2007 a émis l'avis suivant :

"J'émet un avis favorable.

Je formulerai les remarques suivantes :

Eau :

L'anti-retour mentionné page 40 de l'étude d'impact devrait être de type disconnecteur à zone de pression contrôlable après compteur;

Ce dispositif devra faire l'objet d'un contrôle de maintenance annuel avec transmission des résultats à nos services."

La direction départementale de l'équipement, par courrier du 13 novembre 2007 a émis l'avis suivant :

" 1° Localisation – droits des sols :

La commune de Champforgeuil est couverte par un P.L.U. approuvé le 10 février 1980 modifié le 30 octobre 2003.

Le site se trouve en zone UX où sont admises les installations industrielles, artisanales ou de services et les installations classées.

L'entreprise est également concernée, dans sa partie nord par une zone UXe correspondant au passage d'une ligne électrique haute tension et par une zone UXg correspondant au passage d'une canalisation de gaz.

Il est rappelé au pétitionnaire que pour les secteurs UXe et UXg les gestionnaires de réseaux doivent être consultés pour tout permis de construire ou toute déclaration d'intention de travaux.

2° Exploitation du site et impacts :

a) l'insertion paysagère

Depuis l'extérieur du terrain, sont visibles les bâtiments d'exploitation et les stockages de calcin. Ils font partie intégrante de l'activité industrielle de l'entreprise. leur hauteur maximale de 7 à 8 mètres est limitée par la constitution de tas.

Mesures prises pour l'insertion paysagère :

Traitement architectural des bâtiments, entretien de façades.

Nettoyage et propreté du site, élimination des déchets

Présence d'arbres à hautes tige coté canal

L'insertion paysagère mériterait d'être améliorée par des plantations complémentaires le long du canal du centre.

b) impacts générés par les déchets

les déchets produits sur le site sont les suivants :

- papiers divers
- déchets métalliques (fers, plomb aluminium),
- infusibles (porcelaine cailloux),
- plastiques avec fragments de verre,
- baguettes avec mastic et fragments de verre (verre de double vitrage),
- les huiles usagées d'entretien de installations,
- boues de séparateurs d'hydrocarbures,

Les déchets produits par l'entreprise sont collectées sélectivement avant d'être évacués par des entreprises spécialisées pour valorisation éventuelle.

c) impact sur l'eau

Le site est alimenté en eau par le réseau public exploité par la lyonnaise des eaux. La consommation d'eau potable est de 1000 m³ environ par an.

Les usages de l'eau sont domestiques (lavabos et douches) ou des lavages et l'abattage de poussières. Il n'y a pas d'utilisation en process présentant des risques lors de contre pression dans le réseau. Le réseau d'eau potable est équipé d'un clapet anti-retour.

Eaux pluviales.

Les eaux de pluie de voirie et de toiture sont collectées et dirigées vers l'égout séparatif eaux pluviales de la Z.I.

Mais le pétitionnaire signale qu'une partie des eaux pluviales de voirie est évacuée, sans traitement, directement vers le canal contigu aux installations. La zone concernée de voirie représente environ 5% de la surface du site (soit environ 500 m²).

Eaux usées et sanitaires:

Les eaux usées sont évacuées, par le réseau séparatif eaux usées, vers la station d'épuration des usagers de la zone industrielle (AUZIN), après passage dans un décanteur déshuileur, pour ce qui concerne la piste de lavage des camions.

Les eaux sanitaires sont évacuées, par le réseau séparatif eaux usées, vers la station d'épuration sus-indiquée.

Des mesures complémentaires devront être prises pour traiter la totalité des eaux pluviales de voirie.

d) Impact sonore

Des sources de bruit du site sont dues :

- Aux activités de broyage et criblage,
- Aux déplacements des chargeurs,
- Au groupe électrogène (fonctionnement ponctuel en secours),
- A la circulation des camions de livraison et d'expédition,
- Au compresseur d'air.

Afin de limiter la propagation des émissions sonores provenant du site, l'entreprise a pris les mesures suivantes :

- Les broyeurs et tamis ont été installés dans des bâtiments clos pourvus de dispositifs pour correction acoustique,
- Les chargeurs sont conformes à la réglementation bruit des engins de chantier,
- Le groupe électrogène est équipé de silencieux et de caissons d'insonorisation,
- La vitesse des camions est limitée sur le site,
- Le compresseur est installé dans un local clos et insonorisé.

e) impact sur la sécurité routière

L'accès à l'entreprise s'effectue par la RD 19 puis par une voie longeant le canal du centre sur une cinquantaine de mètres.

Le trafic moyen journalier induit par l'activité sur le site est estimé par le pétitionnaire à environ 50 à 60 poids lourds, soit moins de 1% du trafic de la RD 19 (7098 véhicules/jour).

Le pétitionnaire a limité la vitesse de circulation sur le site, sans toutefois préciser cette limite, et organisé la circulation à l'intérieur de l'entreprise.

Le faible trafic généré par le fonctionnement de l'entreprise et les conditions d'accès sur la route départementale ne présentent pas de difficultés particulières.

En conclusion, au vu du dossier présenté par l'entreprise SOLOVER la direction départementale de l'équipement émet un avis favorable sous réserve d'apporter une solution au traitement des eaux pluviales de voirie.

Le bureau de la défense et de la sécurité civile par courrier du 25 septembre 2007 a émis l'avis suivant :

"Après examen du dossier, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il existe sur la commune un risque technologique :

- *présence d'une canalisation de transport de gaz naturel qui fait l'objet d'un plan de surveillance et d'intervention (PSI) géré par gaz de France – centre de surveillance de Lyon (tél 08 00 24 61 02)*

En conséquence il convient de prendre en considération cet élément. Les autres risques inhérents à l'activité de cet établissement, notamment en matière d'incendie, d'explosion et de matières dangereuses ont été pris en compte et font l'objet de dispositions afin de les prévenir ou d'en atténuer les conséquences éventuelles.

Le service départemental d'incendie et de secours de Saône et Loire, par courrier du 9 novembre 2007 a émis l'avis suivant :

" Nonobstant, les avis des services directement habilités à veiller à l'application de ces textes, j'estime qu'il convient de respecter les prescriptions suivantes :

Aménagement des installations :

Disposer et aménager les installations conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions de ce rapport.

Conception – implantation desserte :

Aménager les abords des bâtiments afin de permettre l'accès et une circulation aisée pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

Moyens de secours extérieurs

Il devra être procédé à la création d'un portail afin de permettre l'accès direct au poteau d'incendie situé rue L. Jacques Thénard. Cet accès devra permettre le passage d'un dévidoir sapeur-pompier, soit au minimum 1 mètre.

Documents :

Transmettre les plans suivants (format A3) à M. le chef du groupement centre (centre d'incendie et de secours de Chalon sur Saône), en vue de permettre à ce dernier d'élaborer un plan d'établissement répertorié :

- *le plan de masse*
- *le plan de situation*
- *les plans détaillés par zone.*

Accueil et guidage des secours

En cas d'intervention des secours publics pour secours à personne ou incendie, un accueil devra être effectué à l'entrée du site par une personne désignée. Celle-ci assurera un guidage vers la zone d'intervention.

Le service départemental d'incendie et de secours émet en conclusion un avis favorable sous réserve de la mise en œuvre de la prescription relative aux moyens de secours extérieurs.

Par courrier du 5 novembre 2007 la direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle a transmis le rapport et l'avis de l'inspection du travail. Ce rapport mentionne les éléments suivants :

" quelques dispositions applicables en la matière ne sont pas respectées ou le sont partiellement. Toutefois , ces manquements ne semblent pas devoir remettre en cause la demande susvisée.

Document unique d'évaluation des risques professionnels (art R 230-1 du code du travail)

Nous avons noté quelques incohérences entre les résultats de l'évaluation des risques, exprimés en score, et les scores qui ont été reportés dans le document unique:

- Beaucoup d'actions de prévention sont exprimées de la manière suivante : " faire attention, les salariés connaissent ce risque..." alors que de vraies actions sont en place. Il est également inscrit que " les salariés travaillant en hauteur utilisent des escabeaux " alors qu'il s'agit de plates-formes protégées. Il serait utile d'en revoir la rédaction.
- Il serait par ailleurs utile d'annoter sur ce document d'évaluation des risques, qui comporte des actions à mettre en place, celles qui sont soldées et la date à laquelle cela a été mis en place.
- Le risque biologique n'apparaît pas dans le document unique alors que nous avons observé la présence de produits (sucrés restant dans les bouteilles qui peuvent attirer les rongeurs dont la présence nous a été confirmée). De plus, les salariés au tri sont au contact de restes de produits liquides qui peuvent également générer ce risque. Il serait utile de faire un point avec le médecin du travail.
- On note par ailleurs la présence d'insectes (guêpes, abeilles) qui peuvent occasionner des piqûres, voire plus si elles pénètrent dans les engins de transport. Il n'y a aucune mention dans le document unique.
- **Le document unique doit être mis à jour tous les ans. A la suite de la rédaction de ce document unique, les dangers identifiés et analysés doivent faire l'objet de programmes d'action de sécurité au sein de l'établissement.**

Produits chimiques (art R 231-54-1 du code du travail).

Nous avons constaté l'utilisation des produits suivants :

Produits de maintenance et mécaniques.

- Fuel et gaz-oil (plein du chargeur et des camions)
- Avia roulement lithium EP (graisse - non classé, tableau MP n°36);
- Avia lub ((graisse - non classé, tableau MP n°36);
- Avia multi (graisse - non classé, tableau MP n°36);
- Avia fluid (graisse -non classé, tableau MP n°36);
- Nufarm (tensioactif utilisé pour l'abattage des poussières), classés nocif avec R22 et 41,
- Diluant STD (classé facilement inflammable et nocif), utilisé avec un chiffon ou un pinceau pour nettoyer les restes d'huile et de graisse, opérateur portant des gants;
- Diluant mixte (classé nocif avec R20 et facilement inflammable), pour diluer la peinture jaune qui servira sur les machines et installations , couleur société;
- Base coat medium thinner (irritant et inflammable avec R36, 66 67), base d'accrochage de la peinture FDS datant de 2002;
- **Laque F (peinture jaune), classée toxique – CMR contenant du plomb.**

Produits de nettoyage

- Extraits de javel à 9,6 % de chlore actif,
- Gradex or (nettoyant général des sanitaires et bureaux, classé irritant)
- Nexflor (anticalcaire pour sanitaire classé irritant avec R36/38),
- Aérosol vitres à l'alcool (classé extrêmement inflammable)

Les FDS des produits chimiques et apparentés sont disponibles, mais certaines ont plus de 5 ans.

Demander aux fournisseurs des FDS actualisées et en faire parvenir au médecin du travail.

Dans le cadre du risque lié aux produits chimiques, à leurs émissions et à leurs déchets, il faut intégrer la liste des produits dangereux et les notices informant les salariés des risques qu'ils encourent et les dispositions prises pour les éviter.

Ces notices rappellent les règles d'hygiène applicables et les consignes relatives à l'emploi de protection collectives ou individuelles. Ces notices doivent être intégrées au document unique d'évaluation des risques.

Protections collectives et individuelles

Suite au rapport de la CRAM incitant l'entreprise à mettre en place un rideau d'eau pour abattre les poussières (eau additionnée de tensioactifs pulvérisée dans les installations génératrices de poussières), 6 installations de ce type sont en place au niveau du broyeur et dans son environnement.

Des masques FFPI sont mis à disposition des salariés qui sont exposés aux poussières notamment lors des opérations de nettoyage ou vers le broyeur à poudre.

Compte tenu des taux de poussières importants relevés, nous doutons de l'efficacité de ces masques même si les visites médicales annuelles sont en place pour mettre en évidence toute exposition des salariés par la mesure de leur souffle (art R 233-1 du code du travail). La question devra être soumise au médecin du travail.

L'electromécanicien dispose d'un masque à cartouche de classe P3 car il opère le plus souvent lorsque les installations sont en marche et génèrent le plus de poussières.

Les équipements de protection individuelle sont mis à disposition des salariés et effectivement portés.

Vêtement de travail

Malgré la nature salissante des travaux, des vêtements de travail ne sont pas mis à disposition des salariés et, à fortiori, entretenu par l'employeur.

Nous avons rappelé que l'activité est très salissante et comporte un risque de contamination.

Chaque fin de poste, les salariés quittent l'établissement avec leur propre tenue de travail qu'ils lavent eux-mêmes.

A toutes fins utiles, nous avons également rappelé à l'entreprise qu'elle devait prendre les mesures appropriées suivantes :

- ***Veiller à ce que les travailleurs ne mangent pas, ne boivent pas et ne fument pas dans les zones de travail concernés, ainsi que dans tout l'établissement depuis le 1^{er} février 2007,***
- *Fournir des vêtements de protection ou tout autre vêtement appropriés, les placer dans un endroit déterminé, les vérifier et les nettoyer, si possible avant et en tout cas après chaque utilisation et les réparer ou remplacer s'ils sont défectueux,*
- *Veiller à ce que les travailleurs ne sortent pas de l'établissement avec les équipements de protection et les vêtements de travail,*
- *Lorsque l'entretien de ces équipements est assuré à l'extérieur de l'entreprise, le chef d'établissement chargé du transport et de l'entretien doit être informé de l'existence et de la contamination, conformément aux dispositions de l'article R 237-2 du code du travail. Le transport des vêtements contaminés est réalisé dans des récipients sûrs et identifiables (art R 231-54-9 du code du travail)*

Plan de prévention

Le poste de chaudronnier correspond aux interventions très fréquentes d'un chaudronnier d'une entreprise extérieure.

Monsieur Baron, salarié d'ERAT INDUSTRIE, intervient à 80 % de son temps de travail pour effectuer moult réparations et entretien sur les installations en raison de l'abrasivité du verre qui provoque beaucoup de détérioration et usures prématurées des matériaux.

Un plan de prévention a bien été établi le 21 septembre 1999 pour ces travaux, mais aucune réactualisation du document n'a été réalisée depuis cette date.

La mise à jour de ce plan de prévention doit être annuelle et il doit être procédé à une inspection commune des lieux de travail en présence de l'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieurs tous les ans également (art R237-8 et R 237-9 du code du travail)

Malgré les différents éléments rapportés ci dessus, j'émet un avis favorable sur la demande."

2. L'avis des conseils municipaux :

Le conseil municipal de Champforgeuil réuni en séance le 29 octobre 2007 demande à ce que les désagréments les plus fréquemment, rapportés, principalement par les riverains, s'atténuent voire disparaissent. Il s'agit de la présence de verre lors des déplacements des véhicules et d'un fracas persistant sur le site en soirée. Outre ce point particulier, le conseil municipal n'apporte pas d'observations particulières.

Le conseil municipal de Crissey réuni en séance le 9 octobre 2007 donne un avis favorable à la demande sous réserve d'un respect scrupuleux des quantités minimales autorisées à rejeter dans l'atmosphère, voire de les réduire dans le temps.

Le conseil municipal de Chalon sur Saône réuni en séance le 27 septembre 2007 donne un avis favorable à la demande sous réserve du respect de la réglementation.

3. L'avis du CHSCT

Sans objet

4. Les autres avis

La caisse régionale d'assurance maladie de Bourgogne et Franche-Comté, par courrier du 8 novembre 2007 a émis l'avis suivant :

Composition du verre

Il nous semble utile de faire préciser à l'exploitant si le verre traité est susceptible de contenir des substances nocives; et s'il est envisagé de traiter dans le futur de tels produits (écran et tubes cathodiques de téléviseurs, lampes d'éclairage..)

Bruit

La ligne de broyage est génératrice de bruit. Il nous semble qu'une étude montrant le gain à attendre du confinement de cette installation dans un bâtiment clos et traité acoustiquement mérite d'être évoquée

Poussières

Il nous semble utile de faire préciser à l'exploitant la manière dont il s'assure du bon fonctionnement du système RAM d'abattage des poussières au niveau de la ligne de broyage. En particulier, le fonctionnement du broyeur est-il asservi au fonctionnement du système d'abattage?

5. L'enquête publique:

Elle a eu lieu du 24 septembre 2007 au 26 octobre 2007 inclus. Une seule observation a été mentionnée sur le registre. Elle émane du maire de la commune de Champforgeuil et concerne le bruit notamment en soirée et également la présence de poussières de verre principalement lors du transport.

6. Le mémoire en réponse du demandeur

Par courrier du 8 novembre 2007, Monsieur Yves Vial Président de la SAS SOLOVER apporte les précisions suivantes :

"Les aspects bruits et poussières sont des sujets sur lesquels nous portons une attention toute particulière. Bien entendu, nous continuons nos efforts pour réduire les émanations de poussières à la fois sur les installations et lors des transports.

Nous disposons sur les installations émettrices de poussières d'un système d'abattage de celles-ci. Nous faisons également intervenir de façon régulière une balayeuse mécanique pour supprimer la poussière présente au sol"

7. Les conclusions du commissaire enquêteur

Au vu des éléments du dossier et des mesures compensatoires prises par la société SOLOVER, le commissaire enquêteur, Monsieur Bernard Colin émet un avis favorable à la régularisation administrative de l'exploitation des installations exploitées par la société SOLOVER.

IV – Analyse de l'inspection des installations classées

Les installations exploitées par la SAS SOLOVER relèvent de la nomenclature des installations classées selon le tableau figurant à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté joint au présent rapport.

Le 28 septembre 1987, la société SOLOVER a déclaré l'exploitation d'une installation de traitement broyage et stockage de verre cassé, calcin. La puissance installée déclarée était alors de 80 kW. Au cours des dernières années la production du site a évolué et la puissance installée est à ce jour de 340 kW. Le dossier présenté est donc un dossier de demande de régularisation administrative et les dispositions de l'article R.512-27 du code de l'environnement s'appliquent.

" Art. R.512-27. – L'exploitation de l'installation avant l'intervention de l'arrêté préfectoral entraîne obligatoirement le rejet de la demande d'autorisation en cas d'avis défavorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques"

Par ailleurs, les dispositions des arrêtés ministériels du 2 février 1998 relatifs aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement et du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées sont applicables à cet établissement.

Analyse des questions apparues au cours de la procédure :

- Observation de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales relative à la protection des réseaux d'eau potable :
L'article 16 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 impose :
" En cas de raccordement, sur un réseau public, ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection"
Cette prescription est reprise à l'article 4.1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral.
- Observation de la direction départementale de l'équipement et du bureau chargé de la protection civile relative à la présence d'une canalisation de gaz:
L'exploitant a été invité à se rapprocher de GRT GAZ société chargée de gestion de la conduite de gaz sur Champforgeuil. GRT GAZ a apporté à SOLOVER les informations suivantes : *"SOLOVER n'est pas concernée par le passage de cette conduite qui se trouve sous la RD 19. Toutefois en cas de raccordement aux réseaux se trouvant sous la RD 19, il sera nécessaire de faire préalablement aux travaux, une DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux)"*
- Observation de la direction départementale de l'équipement relative à l'insertion paysagère coté canal : Le site est ceint par un mur et est complètement imperméabilisé par une dalle en béton. La réalisation d'un écran visuel naturel ne peut en conséquence se faire que sur les terrains situés entre le mur de clôture et le canal, en dehors de la propriété SOLOVER. La réalisation des plantations souhaitées par la DDE est donc tributaire de l'accord du propriétaire de ces terrains. Il apparaît donc nécessaire d'inviter la société SOLOVER à se rapprocher de celui-ci, sans pour autant prescrire la réalisation de cet écran par arrêté préfectoral.
- Observation de la direction départementale de l'équipement relative au traitement de la totalité des eaux pluviales de ruissellement : Un deuxième séparateur d'hydrocarbures a été installé, ainsi la totalité des eaux pluviales de ruissellement sur le site est traitée avant rejet. Les dispositions retenues sont reprises à l'article 4.3.5 du projet d'arrêté préfectoral
- Observation du service départemental d'incendie et de secours relatif à la défense incendie : La création d'un portail permettant d'accéder au poteau d'incendie situé rue Thénard n'a pas été possible. La société SOLOVER n'a pas pu, en effet obtenir l'accord du propriétaire du fond voisin. La solution retenue par SOLOVER est la pose d'un poteau d'incendie sur son site. Un devis a été demandé à la société Lyonnaise des eaux qui a par ailleurs été informé de la présence de la canalisation de gaz mentionnée ci-avant. Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prévoit la réalisation de ce poteau ou la constitution d'une réserve d'eau équivalente.
- Le projet d'arrêté préfectoral répond par ailleurs aux observations de la caisse régionale d'assurance maladie au sujet de l'entretien et de l'asservissement du dispositif d'abattage des poussières.
- Les observations formulées par l'inspecteur du travail concernent la protection des travailleurs, elles n'ont pas vocation à être reprises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation qui règlemente l'exploitation des installations dans l'objectif de la protection de l'environnement.

V – Proposition de l'inspection

La société SOLOVER participe au recyclage des déchets de verre en assurant la collecte des emballages usagés. A ce jour, une partie très importante du verre utilisée pour la fabrication d'emballage (bouteilles, bocaux et flacons) provient de cette filière de récupération.

Le verre ainsi collecté n'est pour autant pas directement utilisable par les verriers, il doit être au préalable débarrassé des impuretés qu'il contient et qui nuisent non seulement à la qualité des emballages produits mais également à la nature des effluents rejetés par les fours verriers (ces impuretés sont les bouchons, les collerettes, les étiquettes etc...).

La société SOLOVER est équipée de lignes de tri automatique et de broyage qui permettent le recyclage du verre. Cette activité est susceptible de présenter des impacts sur son environnement en raison des poussières qui sont générées par le broyage du verre et du bruit généré par son fonctionnement.

Cette activité présente par ailleurs peu de risque en raison de la nature du matériau transformé (les poussières de verres sont des poussières minérales, à l'inverse des poussières organiques ou de certaines poussières métalliques elle ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion).

Afin de prévenir ces inconvénients, nous proposons :

- Des disposition particulières pour prévenir les envols et les salissures sur les voies publiques (article 3.1.3)
- Des dispositions particulières pour limiter les envols de poussières lors des manutentions et des opérations de broyage (pulvérisation d'eau – article 3.1.4)
- Une valeur limite pour les émissions canalisées de poussières (art 3.2.2) et une surveillance annuelle de ces émissions (art 8.2.1)
- Des valeurs limites pour les émissions sonores et le contrôle périodique du respect de ces valeurs limites (au plus tard dans 6 mois puis tous les 3 ans)

VI – Conclusion

Nous proposons au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

L'Inspecteur des installations classées

Original signé

C. SAINT-MAURICE

Vu et transmis le 28 avril 2008
L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines

Original signé

Y. LIOCHON